

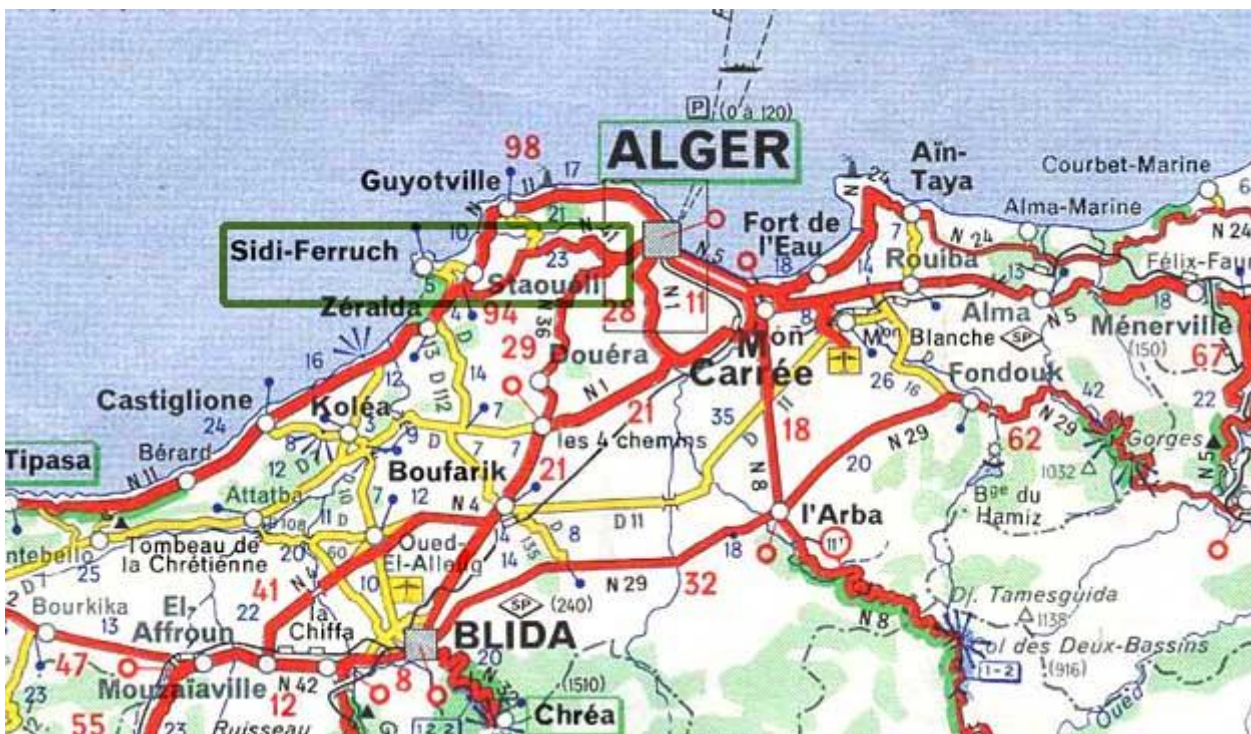
« **NON au 19 mars** »

VOICI quelques articles de presse ou de contributeurs retenus à votre attention :



1/ La ville de STAOUELI

Culminant à 36 mètres la localité balnéaire de STAOUELI est périphérique à la ville d'ALGER, située dans sa banlieue Ouest et distante de 20 km.



Relief

STAOUELI est située sur la vaste plaine du sahel algérois :

- Au nord-ouest pointe la presqu'île de SIDI-FERRUCH,
- Au nord-ouest il y a une forêt de 400 hectares appelée « forêt de Sidi Ferruch ».

HISTOIRE

Bien que la présence de vestiges romains sur la presqu'île de SIDI FERRUCH est avérée, STAOUELI n'est connue que depuis la présence ottomane et celle d'un marabout turc qu'on appelait "Osta-Wali" qui lui aurait donné son nom.

Présence Française **1830 - 1962**

En 1829, le général Louis Auguste Victor de Ghaisne de BOURMONT organise et commande l'expédition d'Alger. Le 14 juin 1830, l'armée aborde à SIDI-FERRUCH, livre les 19 et 24 juin les deux batailles de STAOUELI, et prend Alger le 5 juillet.

En effet c'est historiquement dans cette commune que tout a commencé le 14 juin 1830 vers 4 heures du matin quand les premières chaloupes de débarquement ont déposé les soldats de la division BERTHEZENE sur la plage Ouest de SIDI FERRUCH. Ce lieu été celui qu'avait conseillé, en 1808, le Commandant BOUTIN de retour de sa mission d'espionnage

camouflée en visite à son proche parent Consul de France à ALGER, avec l'intention affichée de profiter du joli mois de mai algérois pour se livrer à de belles parties de pêche en mer :



Général de BOURMONT

-A 4 heures et demi la division était à terre avec, dans le sac à dos, 5 jours de vivres ;
- A 5 heures et demi la division LOVERDO débarque à son tour et commence la mise en place d'une artillerie de campagne ;
- A 6 heures et demi DE BOURMONT aborde en personne et s'installe sur les rochers, au pied d'une ancienne tour espagnole : La Torre CHICA. Le drapeau blanc à fleur de lys est hissé au sommet de la tour où DE BOURMONT établit son QG. Les sapeurs, aidés par des soldats du duc des CARS, ont déjà entamé la mise en place d'une ligne fortifiée pour isoler la presque-île du reste du territoire.

La Bataille de STAOUELI

D'après « Considérations statistiques, historiques, militaires et politiques sur la régence d'Alger » Auteur : Antoine de Juchereau de Saint Denys – 1931

<http://aufildesmotsetdelhistoire.unblog.fr/2012/06/24/le-19-juin-1830/>

Avant de faire le récit de cette bataille, il nous convient de donner une idée de la configuration physique du terrain depuis SIDI FERRUCH jusqu'à ALGER. Ces détails topographiques serviront à expliquer les opérations de la bataille et celles qui l'ont suivie jusqu'à l'investissement d'ALGER.

Depuis SIDI FERRUCH jusqu'à STAOUELI, le terrain qui s'élève insensiblement, et qui est faiblement accidenté, présente partout une masse épaisse d'arbustes toujours verts. Un sentier sinueux et étroit conduit de la mer au plateau de STAOUELI.

STAOUELI, où la végétation plus active présente déjà des végétaux plus grands que ceux de la plaine et quelques arbres de haute futaie, n'est pas un village. Ce n'est qu'un douar ou site temporaire de campement, où les bergers arabes ont coutume de s'établir avec leurs troupeaux pendant la belle saison. Un faible ruisseau traverse ce plateau, et va unir ses eaux à celles d'un ruisseau plus grand qui longe à deux lieues plus loin le versant occidental du mont BOUGIARA.



Le plateau de STAOUELI se prolonge presque horizontalement vers le nord-est. A droite et à gauche du chemin qui va du douar de STAOUELI au mont BOUGIARA, on distingue d'abord un groupe de petits bâtiments près du tombeau de SIDI BENEDY, ensuite un assez vaste caravansérail, et en dernier lieu, un nombre considérable de maisons de campagne et de jardins.

Une vallée assez profonde et parfaitement cultivée, à laquelle les Turcs donnent le nom de BACKCHE-DERRE, s'étend entre l'extrémité orientale du plateau et les premières collines de BOUGIARIA. Ces collines, dominées par le pic de BOUGIARIA qui donne le nom à toute cette masse montueuse, forment un relèvement isolé qui est entouré d'un côté par la mer et de l'autre

par la vaste plaine de la METEJA (*ndlr : Mitidja*). Cette plaine, qui s'étend de la rivière du MAZAFRAN à la rivière BOUBERACK, et depuis la mer jusqu'au Petit Atlas, a plus de 120 lieues carrées de surface.

Il n'existe que des sentiers étroits et tortueux à travers des broussailles hautes et épaisses depuis STAOUELI jusqu'àuprès de la vallée de BACK-DERRE, à l'ouest de BOUGIARIA. On trouve dans ce dernier endroit in chemin carrossable, et un peu plus loin une route pavée, à laquelle on a conservé le nom de chaussée romaine.

Les indigènes commencèrent la bataille du 19 par une nuée de tirailleurs. Ceux-ci, successivement renforcés, se développèrent, s'étendirent et parurent vouloir tourner les deux ailes de la ligne française. Derrière eux marchaient deux fortes colonnes d'infanterie et de cavalerie, entremêlées. L'une était commandée par IBRAHIM AGA, chef des janissaires et ministre de la guerre, et l'autre par le bey de Constantine. Ibrahim Aga commandait en chef toute l'armée ; il avait pour second le bey de TITTERI.

La colonne d'Ibrahim Aga était composée de 3000 janissaires, de 5000 Koul-Oglous (*ndlr : kouloughis*), de 6000 Maures de la ville, des troupes du bey de Titteri et de 6000 Cobayles.

La colonne du Bey de Constantine renfermait un détachement de 1000 janissaires, les deux contingents de Constantine et d'Oran et 6000 Cobayles. Cette dernière colonne marcha contre la division LOVERDO. La première attaqua la division BERTHEZENE.

Mes colonnes indigènes se déployèrent à peu de distance des positions occupées par les Français, et s'élançèrent avec audace sur les deux divisions qui leur étaient opposées. La cavalerie Maure, après avoir rompu sur plusieurs points la ligne de chevaux de frise, fit plusieurs charges en poussant des cris horribles.

Les soldats français attendirent de pied ferme leurs ennemis. Dociles à la voix de leurs chefs, ils ne firent feu que dans les moments les plus importants.

Ce fut en vain que les "Algériens" renouvelèrent leurs charges. Le fer et le feu des bataillons, les obus et la mitraille repoussèrent toutes leurs attaques. Le terrain en avant des divisions françaises était couvert de leurs cadavres.

Le comte DE BOURMONT, qui avait quitté SIDI FERRUCH au bruit des premiers coups de fusil, arrive sur le champ de bataille dans ce moment critique. Il avait donné l'ordre à deux brigades de la division d'ESCARS de sortir de la presque-île et de s'établir, en seconde ligne, en arrière des divisions BERTHEZENE et LOVERDO.

Voyant l'hésitation des "Algériens", que tant d'attaques infructueuses commençaient à rebuter et l'attitude des soldats français exaltés par leur succès, le comte DE BAUMONT ordonna à l'instant à ses deux divisions de quitter leurs positions défensives et de marcher contre l'ennemi avec toute leur artillerie de campagne.

La brigade CLOUET, soutenue par les brigades ACHARD et PORET DE MORVAN, s'élança, avec la plus valeur, sur les divisions ennemies commandées par Ibrahim AGA.

Les brigades Denis DAMREMONT et MONCK d'UZER suivies par la brigade COLOMB d'ARCINE, se portèrent avec la même ardeur sur les troupes dirigées par le bey de Constantine.

Les feux roulants des bataillons qui étaient en tête de colonne, les obus et la mitraille que vomissaient avec une célérité prodigieuse les pièces d'artillerie, qui partout suivaient l'infanterie, la marche rapide et compacte des brigades, leur impénétrabilité qui repoussait tous les chocs, jetèrent un découragement général parmi les "algériens".

Se rompant et se dispersant de toutes parts, ils abandonnèrent précipitamment et successivement leurs positions, leurs redoutes, leur artillerie, leur camp avec leurs bagages, leurs tentes, leurs approvisionnements et leurs chameaux.

Leur déroute fut complète. Les Français les poursuivirent à plus d'une lieue du champ de bataille et s'établirent ensuite sur la position de STAOUELI, dans les tentes que l'ennemi, dans sa fuite désordonnée, n'avait pas eu le temps d'abattre et de détruire.

La perte des Français s'éleva dans cette journée à 57 tués et 473 blessés. Elle avait considérable au commencement de l'action ; elle devint presque nulle lorsque les colonnes, ayant pris l'offensive, renversèrent dans leur marche rapide tous les ennemis qui se trouvaient devant elles.

La perte des "Algériens" doit avoir été très grande à cause du ravage de l'artillerie dans leurs masses profondes surtout pendant leur retraite. Ils avaient, suivant l'usage, enlevé la plus grande partie de leurs morts et de leurs blessés. Le manque de cavalerie avait empêché les Français de leur faire beaucoup de prisonniers.

Ce n'était qu'avec peine qu'on arrachait les vaincus à la rage des soldats français, dont l'irritation avait été excitée au plus haut degré par la vue des cadavres horriblement mutilés de leurs camarades que le sort de la guerre ou leur imprudence avait fait tomber entre les mains des ennemis.

Abattus et découragés, les "Algériens" ne s'arrêtèrent que sur les collines de BOUGIARIA, en arrière du vallon de BACKCHE-DERRE.

Les janissaires et les kouloughis rentrèrent en ville en poussant des cris affreux, en criant à la trahison, en menaçant le Dey et en publiant, pour atténuer l'effet moral de leur défaite, que les Français qu'ils avaient eu à combattre, étaient au nombre de plus de 100.000.

Le Dey qui, pendant tous ces engagements, n'avait pas quitté la Casbah, fit charger tous les canons qui étaient braqués contre la ville et menaçait de la réduire en cendres au premier mouvement séditionnel.

Ces nouvelles furent apportées le lendemain dans le camp français par les déserteurs arabes. Quelques voix proposèrent de profiter à l'instant de ces désordres anarchiques et de pousser jusqu'à ALGER dont la reddition immédiate pouvait être l'effet de la terreur.

Mais des objections raisonnables furent opposées à cette proposition intempestive. La nouvelle sur le désordre qui régnaient à Alger pouvait être fortement exagérée, comme on l'a reconnu par la suite. L'apparition subite des Français devant les

portes de la ville, loin d'augmenter les divisions, devait, au contraire, les faire disparaître sous l'influence du fanatisme religieux et à la vue du danger commun.

Le convoi qu'on attendait de PALMA n'était pas arrivé ; les vents contraires pouvaient le tenir éloigné encore pendant longtemps des rivages de l'Afrique. Les retranchements de SIDI FERRUCH n'étant pas encore à moitié faits, la presqu'île pouvait être enlevée d'un coup de main pendant que la grande masse des troupes françaises aurait été à cinq lieues de là, devant la capitale de la régence. Les redoutes destinées à protéger la ligne d'opération n'étaient pas construites ; les trois quarts des chevaux de trait et les mulets, de l'artillerie et du génie, étaient encore en mer. L'on ne possédait enfin que douze jours de vivres.

Ces raisons péremptoires décidèrent le général en chef :

- à faire occuper le plateau de STAOUELI par les deux divisions qui s'en étaient emparées,
- à y construire une nouvelle redoute sur un point dominant du côté d'ALGER,
- à perfectionner des ouvrages défensifs qu'on venait d'enlever à l'ennemi,
- à préparer une route de communication, carrossable, entre la presqu'île et les positions les plus avancées,
- à achever les fortifications de la gorge de SIDI FERRUCH,
- et à attendre enfin l'arrivée du grand convoi qui devait apporter les vivres, le matériel de siège, les chevaux de trait et de bât et le régiment de chasseurs à cheval.

Du 20 au 24 juin, les divisions françaises du camp de STAOUELI furent attaquées tous les matins par des tirailleurs "algériens" qui leur blessèrent beaucoup de monde.



Presqu'île de SIDI FERRUCH

Quant à l'histoire de la colonisation civile, elle attendit les années 1840 : pas de peuplement européen spontané car on est trop loin d'ALGER. Elle ne commença vraiment qu'avec les créations officielles annoncées par le plan GUYOT du 12 mars 1842. Voici ce que l'on peut lire dans ce plan sur SIDI FERRUCH (que GUYOT appelle SIDI FEREDJ), puis sur STAOUELI :

« SIDI FEREDJ est célèbre pour le débarquement de l'armée en 1830 et trop connu pour qu'il soit besoin d'en faire la description. Les terres des environs paraissent être d'une fertilité douteuse, aussi c'est plutôt un village de pêcheurs, d'artisans qu'il s'agirait de créer ; on pourrait aussi y élever des bestiaux. Mais c'est sous le rapport maritime surtout que ce point pourrait devenir intéressant. Il pourrait servir de refuge aux caboteurs allant à CHERCHELL : quelques travaux pourront suffire dans ce but. »



« Le village de STAOUELI ne saurait être mieux placé que dans l'enceinte du camp élevé par nous en 1830, et qui est encore à peu près intact. Le sol qui est légèrement couvert de broussailles pour une partie est susceptible d'une bonne production. En cet endroit même surgit une source abondante. »

Le village de STAOUELI, qui était prévu par le plan de 1842, ne fût officiellement créé que tardivement. Le décret Impérial de fondation de ce centre n'a été signé que 24 mars 1855. Mais il est sûr, que dès après 1843 (fondation de La Trappe) des Européens sont venus s'établir sur des terres situées entre La Trappe et la presque-île, auprès de l'ancien camp de 1830.

Le décret de 1855 prévoit un centre modeste 30 feux (familles) sur un territoire inculte, en friches, de 536 hectares village compris. L'essor vint plus tard. Entre 1855 et 1887 STAOUELI n'était qu'une annexe de CHERAGAS, à vocation uniquement agricole sur des terres sablonneuses et légères, correctes.

Le territoire communal

Le territoire de la commune de STAOUELI est un peu plus vaste que celui des communes plus proches d'ALGER. Il forme approximativement un carré de 5 km sur 5 : soit à peu près 2.500 hectares. Avant 1905 et le départ de ZERALDA il couvrait plus de 5.000 ha.

Trois paysages s'y distinguent nettement : les rivages du tombolo qui forme la presque-île de SIDI FERRUCH, la forêt du même nom et les espaces cultivés qui dominent.

--La Côte s'étire sur 8 Km. Elle associe les rivages du tombolo proprement dit et les plages de sable de part et d'autre de la presque-île ; à l'Est la plage MORETTI et au Sud la plage des Pins. L'extrémité Nord du tombolo est formée de rochers qui surplombent la mer d'une douzaine de mètres. La côte est sinueuse, escarpée et sans plage. Au contraire les deux plages de sable fin sont presque rectilignes et adossées à de basses dunes fixées par la végétation ; avec quelques pins tout proches.



Il y eut ensuite une subvention de 194 000 F affectée aux dépenses d'installation et l'attribution d'un certain nombre de lots pour les édifices communaux :

- Nivellement et empiérement des rues 6000 ;
- Construction de la mairie 18 000 ;
- Ecole (groupe de classes) 45 000 ;
- Eglise 20 000 ;
- Alimentation en eau 15 000 ;
- Assainissement 55 000 ;
- Travaux pour l'irrigation 17 000 ;
- Chemins d'accès 12 000 ;
- Plantations publiques 7 000.

On apprend à la lecture des Archives du Département d'Alger que nombreux étaient ceux qui avaient depuis 1853 demandé l'attribution d'une concession et qu'à la date du 4 mars 1856 des pionniers avaient déjà commencé à défricher.

Ces pionniers étaient au nombre de 10 qui s'ajoutent aux 3 nouveaux installés ce sont : Guillaume CASTELL, Joseph DEJEAN, Jean FATH, Jean SENGEISSEN, André SCHNEIDER, Louis PICARD, Séverin MONTAGNAC, Isidore GOMEZ, François VIDAL et Claude BERTHIER. Les 13 premières familles de STAOUÉLI sont ainsi identifiées.

Cependant une remarque s'impose. STAOUÉLI n'est qu'un centre de peuplement annexe de la commune de CHERAGAS et c'est cette dernière qui recevra par décret le 22 septembre 1862, concession des 8 immeubles domaniaux situés sur le territoire du village annexe de STAOUÉLI pour être affectés aux services publics du village.

A ce moment font aussi partie du Centre de Peuplement de STAOUÉLI, le village de pêcheurs de SIDI-FERRUCH et la Colonie agricole de ZERALDA.



Commune de plein exercice

Ce vaste ensemble, administré par la commune de CHERAGAS durera jusqu'au 1^{er} mars 1887.

A cette date en effet, STAOUÉLI est érigé en commune de plein exercice comprenant le territoire du village annexe de STAOUÉLI, la section communale du village de SIDI-FERRUCH et le village annexe de ZERALDA qui deviendra une section communale de STAOUÉLI.



En 1900, inauguration de la voie ferrée ALGER-KOLEA, avec halte à STAOUÉLI.

Si la section communale de SIDI-FERRUCH restera jusqu'en 1962 intégrée à la commune de STAOUÉLI, par contre le 1^{er} Mai 1905, sur requête des habitants de ZERALDA il y aura séparation et ce dernier centre deviendra lui-même une commune de plein exercice.

Entre temps, les premières maisons étaient sorties de terre, et les premiers habitants s'attachèrent à cultiver le sol et à rendre fertile ce qui n'avait été auparavant qu'un lieu de passage pour les troupeaux. Du même temps, les bâtiments communaux et les travaux prévus par le décret furent progressivement entrepris.

Le premier édifice public terminé fut le cimetière en 1862 (à noter qu'il sera refait dans la forme que nous avons connue en 1923). Puis il y eut la construction de :

- 2 Eglises de STAOUELI et SIDI-FERRUCH en 1869 ;
- L'école de garçons (avec classes pour les filles) en 1877) ;
- La Mairie en 1888 (après le décret du 1° Mars 1888 créant la commune ; avant cela la Mairie annexe était implantée dans une salle de l'école) ;
- Du lavoir en 1888 ;
- 1889 est une bonne année pour l'hygiène et le confort puisqu'il y eut la construction des égouts, d'un urinoir municipal et du château d'eau, après captation de sources dans la forêt proche du Domaine de la Trappe. Cette captation de sources utile aux habitants du village avait été généreusement accordée par les Frères Trappistes.



Une vue du centre ville

Acte de naissance du mot " ALGERIE. "

« Paris, le 14 octobre 1839

*Monsieur le Maréchal, puisqu'à ce jour le territoire que nous occupons dans le Nord de l'Afrique a été désigné, dans les communications officielles, soit sous le nom de Possession française dans le Nord de l'Afrique, soit sous celui D'ancienne Régence d'Alger, soit enfin sous celui **D'Algérie**, cette dernière dénomination plus courte, plus simple et en même temps plus précise que toutes les autres, m'a semblé devoir dorénavant prévaloir. Elle se trouve d'ailleurs déjà consacrée par une application constante dans les documents distribués aux chambres législatives et dans plusieurs discours du trône. Je vous invite, en conséquence, à prescrire les mesures nécessaires pour que les diverses autorités et généralement toutes les agences qui, à un titre quelconque, se rattachent aux services civils ou militaires de notre colonie, aient dans leur correspondance officielle, et dans les actes ou certificats quelconques qu'ils peuvent être appelés à délivrer, à substituer le **mot ALGERIE** aux dénominations précédemment en usage.*

*Recevez, Monsieur le Maréchal, l'assurance de ma très haute considération.
Le Ministre Secrétaire d'Etat de la Guerre
A Monsieur le Maréchal Valée, Gouverneur Général d'Algérie. »*

Cliquez SVP sur ce lien pour voir cette correspondance : <http://www.piednoir.net/staoueli/breves/actedenaissance.html>



Jean-Jacques Jordi, historien, spécialiste de l'histoire de la colonisation et de la décolonisation, tout en décrivant l'histoire économique de la colonisation en Afrique du Nord, nous fait découvrir ces Européens – pas forcément français – qui fondèrent de véritables petits empires industriels. Il nous éclaire sur la place des entreprises créées par les Algériens musulmans et sur ce que devinrent les entrepreneurs pieds-noirs après leur rapatriement en métropole. En quelques pages, un panorama extrêmement stimulant de l'entrepreneuriat algérien depuis la colonisation française, il y a bientôt deux siècles...

Cliquez SVP sur ce lien pour lire l'article dans son intégralité : <http://www.histoire-entreprises.fr/he-le-magazine/jean-jacques-jordi-une-histoire-de-l-entrepreneuriat-algerien-histoire-economique/>

Démographie :

Année 1958 = 5671 Staouliens

Le Vivier



Le vivier de Capomaccio est connu du tout Alger.


Pauvres et riches viennent y acheter les moules, les huîtres, les langoustes vivantes, baignant dans d'immenses bassins reliés à la pleine mer. Cet endroit magnifique, bien géré, fit la fortune de ses propriétaires. De fait, ils exerçaient un genre de monopole, puisqu'en Algérie les moules et les huîtres s'acclimataient mal. On devait les importer de France ou d'Espagne.

Dégustation sur place des coquillages, sur des grandes tables, debout, après avoir choisi et écaillé son plateau.

Monument aux Morts : Qu'est-il devenu ?



Le relevé n°54671 mentionne **26 noms de soldats** "Mort pour la France" au titre de la guerre 1914/1918, à savoir :

■ ■ BERTUCCI Vincent (Mort en 1916) – BUONANNO Michel (1917) - CHARTAGNAT François (1918) – CORTES Pascal (1914) – FERRANDO Pierre (1914) – FOURNOL Armand (1915) – FRAPPA Gilbert (1918) - GRANDMOUGIN Augustin (1916) – IVORRA Jean Baptiste (1914) – L'HERETE Pierre (1918) – MARI Michel (1915) – MARY Gustave (1915) – MAURI Michel (1916) – MOREL Gaëtan (1915) – PARA Jean (1914) – PASCUITO Salvator (1915) – PISON Henri (1916) – RICHTENVALD Eugène (1914) – RIOT Charles (1915) – SERVERA François (1918) – SINTES Antoine (1918) – SINTES Joseph (1915) – SONEGOU Chaloum (1914) - VERDIER André (1915) – VILA Joseph (1914) – YVARS François (1915) - 

SYNTHESE réalisée grâce aux sites ci-dessous :

ET si vous souhaitez en savoir plus sur STAOUELI cliquez, SVP au choix, sur l'un de ces liens :

<http://encyclopedie-afn.org/Staou%C3%A9li - Ville>

<http://fr.geneawiki.com/index.php/Alg%C3%A9rie - Staoueli>

http://alger-roi.fr/Alger/alger_son_histoire/communes_villages_sahel/textes/14_six_communes_deuxieme_ceinture_staoueli_bouchet.htm

<https://www.youtube.com/watch?v=J5LVJTETfxM>

<http://www.piednoir.net/staoueli/breves/actedenaissance.html>

<http://aufildesmotsetdelhistoire.unblog.fr/2012/06/24/le-19-juin-1830/>

<http://www.histoire-entreprises.fr/he-le-magazine/jean-jacques-jordi-une-histoire-de-l-entrepreneuriat-algerien-histoire-economique/>

2/ POURQUOI l'armée de Mai 58 attendait l'homme de Juin 40

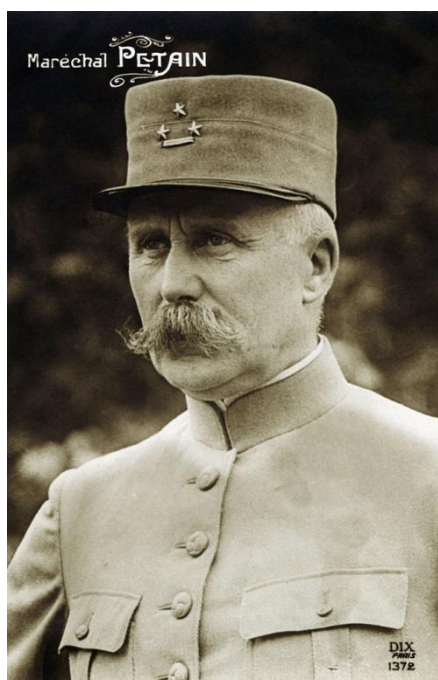
(Source Historia Magazine n°239)

NDLR : L'auteur de cet article est le Général Georges de BOISSIEU, qui est un cousin éloigné de l'autre de BOISSIEU (Alain), le gendre du général de Gaulle. Ce texte est très intéressant pour nos "jeunes pousses" car c'est le reflet d'une situation historique avec le traumatisme humiliant de 1940 et l'espoir qu'un 13 Mai laissait augurer.... Il est finalisé par un discours, célèbre et bien ambigu, de DE GAULLE le 4 juin 1958 à ALGER. Version moderne d'une nouvelle journée des dupes de notre histoire de France.

1957 : Le gros de l'armée française se retrouve en Algérie. Mais cette armée n'est plus celle de 1914 ou de 1939. Depuis 1940, elle a connu une série de traumatismes dont la gravité ne peut se comparer qu'à ceux éprouvés au lendemain de la chute du premier Empire, en 1815. On pourrait croire cependant ses épreuves terminées. En fait, il n'en est rien. Sous de Gaulle « grand prêtre » d'une religion nouvelle, l'armée connaîtra d'autres déchirements.

En 1939, la France possède une armée de conscription, qui représente la prime d'assurance qu'il est nécessaire de payer pour la défense et l'intégrité du patrimoine national. Depuis des siècles, notre pays a le « privilège » de posséder un ennemi héréditaire. Jadis, ce fut l'Anglais, aujourd'hui, c'est l'Allemand. Le service militaire est donc facilement accepté, bien que depuis 1914-1918, la guerre ne soit plus considérée comme une épreuve sublime, mais comme une éventualité possible et les esprits les plus frondeurs ne contestent pas la nécessité d'une force militaire.

La politique et les militaires :



Le pays dans son ensemble comprend la noblesse et la pureté de la vocation militaire. L'uniforme garde un caractère prestigieux et quelque peu sacré. L'Officier offre le symbole du désintéressement, de l'honnêteté morale et de la droiture. Dans la société, il se trouve au même rang que le prêtre ou le magistrat.

Que vaut cette armée ? Il est admis comme un dogme qu'elle est totalement subordonnée au pouvoir civil et que la politique lui reste étrangère. De fait, les gouvernements s'empressent de nommer aux postes les plus élevés des hommes qui reconnaissent cette subordination et se refusent à jouer les prétoriens. Il s'agit le plus souvent d'esprits fins, cultivés, mais plus portés vers l'étude et les travaux d'état-major que vers l'exercice du commandement. Il leur manque une qualité maîtresse : le caractère. De plus, imprégnés de la guerre de 1914-1918, ils n'ont généralement pas compris toutes les possibilités du char ou de l'aviation dans un conflit moderne. Au total, le haut commandement est médiocre et peu préparé à l'épreuve. Quant à la masse, elle est d'assez bonne qualité. Toutefois, reflet de la nation, elle n'a pas la flamme de celle de 1914 et elle subit la marque du concept défensif alors en vogue et qui se traduit par l'esprit « ligne Maginot ».

Le désastre de 1940 constitue pour cette armée une terrible épreuve. Les cadres en sortent meurtris, blessés au plus profond d'eux-mêmes. Certes, le commandement s'empresse de rejeter les responsabilités sur les civils, les gouvernements. Ce qui n'est pas entièrement faux. Mais les Officiers, les jeunes surtout, ne tardent pas à constater que la cause fondamentale du désastre ne réside ni dans l'infériorité de l'équipement ni dans la médiocre valeur du combattant, mais dans l'incompétence du haut commandement. Du coup, ils n'éprouvent plus pour les grands chefs ce respect inné qui était de règle avant la guerre. La confiance aveugle, la soumission totale apparaissent comme des notions ébranlées. On s'interroge sur la place et le rôle de l'état-major. C'est tout le domaine des rapports entre la politique et les militaires qui se trouve mis en cause.

La participation de quelques divisions françaises à la phase victorieuse de la guerre ne peut effacer les effets de la désastreuse campagne de France. Certes l'« épopée » des Français libres en Afrique, les campagnes de Tunisie, d'Italie, de France et d'Allemagne constituent des pages glorieuses. Mais, malgré tous leurs mérites, les LECLERC, les JUIN, les DE LATTRE n'ont pris qu'une faible part à la conduite de la guerre. Le jour de la capitulation allemande, il faut toute l'opiniâtreté d'un DE LATTRE pour qu'un nom français apparaisse au bas du document.



(A droite de Lattre)

Le « Moi, de Gaulle » :

Ce fait constitue pour nombre d'Officiers un sujet de méditation. Il commence à leur ouvrir les yeux sur le poids réel du gaullisme. La plupart connaissaient mal ce mouvement et ignoraient son action réelle. Aussi est-ce avec étonnement qu'ils constatent la désinvolture avec laquelle les « Trois Grands » traitent un de Gaulle qui, à l'en croire, a rétabli la France à son véritable rang. L'affaire souligne en même temps un autre mal insidieux : depuis 1940, l'armée est divisée.

Certes, tout le monde a admiré le courage de cet inconnu qui a osé prendre en charge le destin de la France à un moment tragique de son histoire. Mais la plupart des officiers ont modérément apprécié sa fatuité et éprouvé un sentiment de gêne devant le « Moi, de Gaulle ». Par la suite, ils désapprouveront le sort réservé au vieux Maréchal. Malgré tout, quand arrive le jour tant attendu de la rentrée de guerre en Afrique du Nord, les cadres de l'Armée d'armistice n'attendent qu'une chose : accueillir en frères d'armes ceux de la France libre. Ils n'éprouvent aucun complexe de culpabilité et n'ont pas le sentiment d'avoir démerité. Aussi, leur surprise est grande de constater la superbe des gaullistes. La rencontre prend quelque peu l'allure d'un règlement de comptes.

La campagne d'Italie arrive à point nommé pour détendre les esprits. L'armée d'Afrique, sous les ordres de JUIN, trouve l'occasion de montrer aux F.F.L. ce dont elle est capable et c'est sans complexe qu'elle accueille dans ses rangs la division BROSSET, venue participer à la seconde partie de la campagne. La libération de la France contribue à apaiser bien des passions, mais la rencontre avec les maquis, la fusion des F.F.I. dans la 1^{ère} armée, constitue une source nouvelle de difficultés et de heurts, que va encore grossir le retour des prisonniers après la victoire.

La plupart de ceux-ci sont restés cinq ans dans les oflags, rongant leur frein. Les officiers d'active comptent reprendre automatiquement leur place dans les rangs de l'armée. Eux non plus n'ont pas le sentiment d'avoir démerité. Ils imputaient à la malchance leur éloignement des champs de bataille. Aussi, leur amertume est grande quand ils apprennent la procédure imposée pour réintégrer la famille militaire. Ils s'aperçoivent alors que l'armée ne répond plus à l'image qu'ils s'en faisaient. Des dissensions internes continuent à ronger ce grand corps, avec de sourdes rivalités entre F.F.I. et réguliers, gaullistes et non gaullistes.

Cependant, on pouvait croire qu'avec le temps ces divergences finiraient par s'atténuer et disparaître. Or le pouvoir de l'époque ne s'engage pas dans la voie de l'apaisement. Il croit bon de procéder à une « épuration ». Certes, personne ne songe à défendre les quelques brebis galeuses qui se sont abaissées à pactiser avec l'ennemi. Mais personne n'approuve

que cette opération se fasse sous la pression d'une certaine opinion publique et qu'elle revête un caractère essentiellement politique, avec l'élimination systématique des officiers restés fidèles à Vichy, sous le prétexte d'insuffisance professionnelle.

L'armée peut ensuite constater qu'elle a été proprement bafouée. Des F.F.I. remplacent les officiers dégagés (Ndlr : de 1948 à 1948 il y eut 12 679 déagements de cadres, 604 démissions volontaires et 658 officiers épurés). Dans ces conditions, peut-on parler de valeur professionnelle ? Certes, dans les années suivantes, on réussit à se débarrasser de nombre de ces importuns, dont beaucoup quittent d'ailleurs d'eux-mêmes un milieu où ils se trouvent mal à l'aise. Mais pour les victimes, les congédiés, il en résulte un sentiment d'aigreur qui sera long à s'apaiser.

Ainsi, à l'image de toute la France, l'Armée est entièrement à refaire. Traumatisée par la défaite de 1940, elle se trouve divisée et le gaullisme a multiplié les factions. Le trouble dans les consciences est profond. Le « déagement des cadres » n'a pas peu contribué à affaiblir le prestige de l'état militaire et les critères invoqués pour certaines éliminations vont être à l'origine d'un sentiment pernicieux : il paraît possible de jouer de l'interprétation d'actes et d'événements complexes.

En outre, la légitimité du gaullisme constitue par elle-même une source de troubles. Certes, les cadres admettent l'appel du 18 juin. **Mais la conséquence en est que, dans ce cas, l'obéissance est présentée comme une faute tandis que l'indiscipline, la discussion des ordres sont érigées en « principes sacrés ».**

Cet exemple venu de haut, prêché officiellement, ajoute au trouble de jeunes officiers, déjà peu disposés à s'incliner aveuglément devant les ordres des grands chefs et à respecter l'autorité de l'Etat. Une idée commence à faire son chemin. Il est des **circonstances où la révolte représente le devoir**. Ce n'est encore qu'une tendance, mais la graine a été semée. Elle germera lentement et finira par éclore à la faveur de nouvelles circonstances.

Pourtant, l'armée n'a pas le loisir de s'attarder à de telles considérations. A peine la guerre est-elle terminée en Europe qu'elle recommence ou plutôt se poursuit en Extrême-Orient. A ses débuts, cette campagne n'intéresse que médiocrement l'armée et l'opinion. On la considère comme une séquelle du conflit mondial. Elle semble simplement offrir l'occasion à un certain nombre d'anciens prisonniers d'effacer leur sentiment d'infériorité vis-à-vis de leurs camarades plus heureux de Tunisie, de France ou d'Allemagne.

Cependant la guerre dure. Le commandement doit prévoir une relève et renforcer le corps expéditionnaire par des prélèvements sur l'Armée d'Afrique. Peu à peu, l'affaire d'Indochine devient la préoccupation majeure et absorbe tous les militaires de carrière. Par la force des choses, le corps expéditionnaire devient le creuset où se reforme l'unité. Les rivalités s'effacent, les distinctions entre gaullistes et non gaullistes s'estompent et bientôt ce sont les premiers qui se plaignent de l'ostracisme des seconds !

L'armée est donc en passe de se retrouver, sans oublier cependant que la nation ne lui a pas complètement pardonné la défaite de 1940. La guerre d'Indochine ne permet-elle pas d'effacer cette souillure par une victoire ? Un instant, l'armée espère triompher, elle se rend compte des difficultés de la tâche. Il y a d'abord le désintérêt de l'opinion, les hésitations, les flottements d'une cascade de gouvernements éphémères. Les états-majors parisiens ne semblent pas avoir une vue très claire du problème. Les généraux commandants en chef sont souvent des hommes de valeur, mais parfois des inconnus. Car les grands chefs, pour échapper à ce guêpier, cèdent volontiers leur tour à de jeunes camarades. En revanche, sur place, se révèle toute une catégorie d'officiers ardents et dynamiques, difficiles à commander. A leur tête manque l'homme de caractère, seul capable de leur en imposer. Il faudra un désastre pour voir enfin arriver un DE LATTRE.

Mais on ne peut rejeter la responsabilité de l'échec sur le seul commandement. En Indochine, l'armée fait l'apprentissage de la guérilla qu'elle ne connaissait que par les livres d'histoire. Elle s'y adapte peu à peu, mais sans réussir à faire sortir le peuple vietnamien de son apathie. Pour tenter de faire surgir une flamme de ce corps inerte, le gouvernement français en arrive à promettre, puis à accorder l'indépendance totale. Aussi, dès lors, les cadres ne savent plus pour quoi ni pour qui ils se battent. Armée de métier, mais non armée sans âme, l'armée française d'Indochine ressent amèrement le vide du métier de mercenaire qu'il lui faut accomplir.



Elle en arrive à souhaiter la fin de cette guerre, d'autant plus qu'après CAO BANG commence l'ascension du Viet-Minh, qui dispose de solides divisions et de sanctuaires pratiquement inviolables. Certes DE LATTRE opère un remarquable

redressement psychologique, mais après son départ prématuré, le désastre de Dien Bien Phu annonce bel et bien la fin de l'Indochine.

Et c'est l'ALGERIE :

C'est avec tristesse que les cadres assistent au dénouement. Ils ont trop souffert pour ne pas en être affectés. Mais de révolte, point. Il n'y a pas d'autre solution que la négociation et leur lassitude est immense. L'abandon du Nord Vietnam apparaît comme la suite logique de la seconde guerre mondiale et de l'évolution du monde. Si les officiers se montrent sévères pour les dirigeants français, c'est moins pour leur reprocher les accords de Genève que leurs tergiversations, leur incapacité à faire la guerre ou la paix. On aurait épargné ainsi bien du sang et des larmes.



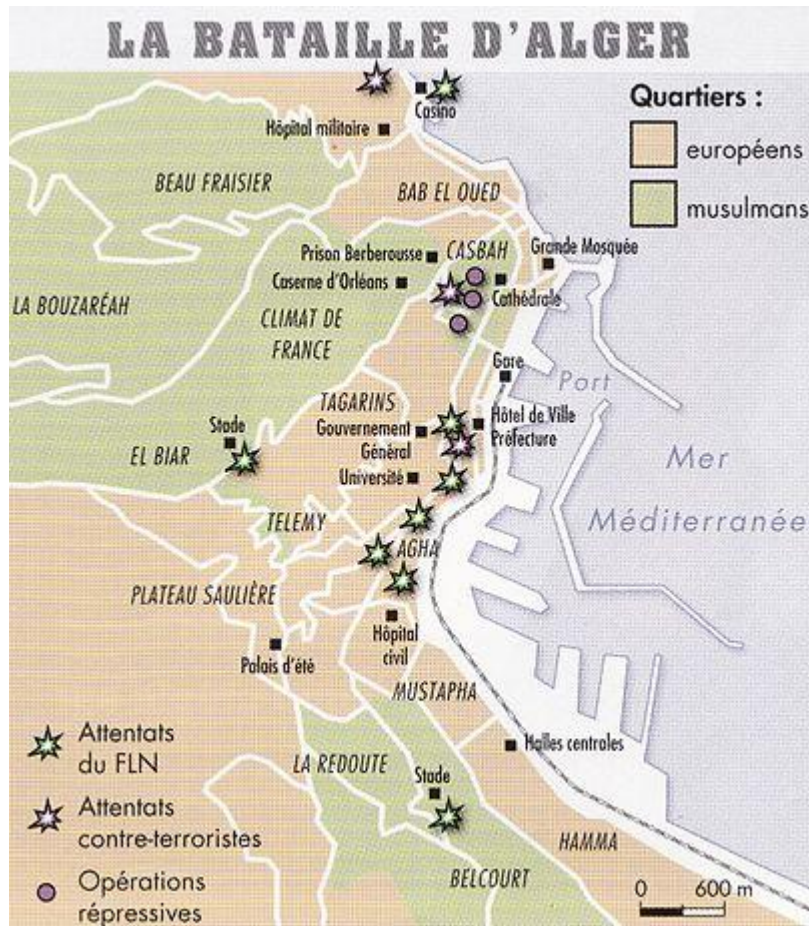
L'Indochine restera donc comme le symbole d'une lutte inutile sur le plan national. Toutefois, l'épreuve n'a pas été totalement stérile pour le corps des officiers. Indépendamment de l'unité retrouvée, la guerre a constitué pour beaucoup une fructueuse expérience. Les cadres y ont appris ce qu'était le combat d'un peuple pour son existence. La plupart, et notamment ceux qui ont connu la captivité, ont étudié la théorie et la pratique de la guerre révolutionnaire et ils se targuent d'être les seuls à en avoir réellement compris le mécanisme.

En fait, l'occasion d'appliquer leurs idées ne va pas tarder. A peine l'affaire d'Indochine est-elle terminée que se pose la question d'Afrique du Nord. L'armée manifeste quelque dépit de l'abandon du Maroc et de la Tunisie. Mais, après tout, il s'agissait de protectorats qui devaient, un jour ou l'autre, recouvrer leur souveraineté. Reste l'Algérie. Là, le problème est totalement différent. On se trouve en présence d'un territoire français avec plus d'un million d'Européens. Tous les partis s'accordent à exclure l'idée d'un départ. D'emblée, l'armée est convaincue de tenir enfin la bonne cause. Le soutien matériel ne posera pas de problème et elle bénéficiera, cette fois, de l'appui total du pays. Forte de l'expérience acquise, elle se croit apte à triompher d'un adversaire isolé et qui ne disposera pas d'une Chine pour l'armer et l'équiper. Nos troupes occupent encore les anciens protectorats.

L'armée est donc prête à empoigner le problème à bras le corps, avec la conscience de répondre à sa vraie vocation. Elle tient à prouver qu'on peut venir à bout d'une guerre subversive et elle est intimement convaincue que la « guerre révolutionnaire » déclenchée en Afrique du Nord est liée au conflit qui oppose l'Orient à l'Occident.

Cependant, il faut rapidement déchanter. Les premières unités sont décontenancées par la façon dont la lutte est menée. Officiellement, il ne s'agit que d'une subversion et les troupes doivent se conformer aux règles du temps de paix. D'autre part, compte tenu de l'immensité du territoire, les effectifs se révèlent insuffisants et on recourt une fois de plus à la déplorable méthode des petits paquets. Enfin, le Maroc et la Tunisie, progressivement évacués par nos troupes, font cause commune avec le F.L.N. Comme le fait remarquer quelqu'un, nous avons, de nos propres mains, créé « deux Chines » aux frontières de l'Algérie. Dans ces conditions, la rébellion finit par embraser l'ensemble du pays.

Cependant, les yeux se dessillent. Au début de 1956, le gouvernement comprend qu'il s'agit d'une véritable guerre et il se décide à faire voter la loi sur les pouvoirs spéciaux et à envoyer des « disponibles ». Enfin, au printemps de 1957, les parachutistes gagnent la « bataille d'Alger ». Malgré tout, à la fin de 1957, la rébellion atteint son apogée. Le F.L.N. dispose de 20 000 réguliers bien armés, soutenus par 30 000 supplétifs et une organisation clandestine de 100 000 membres. L'armement des rebelles pose alors le problème du verrouillage des frontières. L'établissement de barrages, une surveillance renforcée permettent de gagner la bataille. D'octobre 1957 à avril 1958, les fellaghas perdent sur les barrages 6 000 hommes, 4 000 armes portatives et 300 armes automatiques. Les bandes sont alors obligées de se replier dans les zones montagneuses.



Cependant, les yeux se dessillent. Au début de 1956, le gouvernement comprend qu'il s'agit d'une véritable guerre et il se décide à faire voter la loi sur les pouvoirs spéciaux et à envoyer des « disponibles ». Enfin, au printemps de 1957, les parachutistes gagnent la « bataille d'Alger ». Malgré tout, à la fin de 1957, la rébellion atteint son apogée. Le F.L.N. dispose de 20 000 réguliers bien armés, soutenus par 30 000 supplétifs et une organisation clandestine de 100 000 membres. L'armement des rebelles pose alors le problème du verrouillage des frontières. L'établissement de barrages, une surveillance renforcée permettent de gagner la bataille. D'octobre 1957 à avril 1958, les fellaghas perdent sur les barrages 6 000 hommes, 4 000 armes portatives et 300 armes automatiques. Les bandes sont alors obligées de se replier dans les zones montagneuses.



Un homme de caractère, un style inimitable...

Si le rétablissement est net à l'intérieur, il n'en est pas le même à l'extérieur. A l'O.N.U., le FLN dispose de l'appui des Afro-Asiatiques, des pays arabes et du bloc communiste. D'autre part, la guerre d'Algérie, contrairement à celle d'Indochine, n'est plus l'affaire exclusive des militaires de carrière. La nation entière y participe et une partie de l'opinion affiche son trouble. Face à un DEBRE qui les fustige avec une rare véhémence, les progressistes ne prennent plus la peine de dissimuler leur sympathie pour le FLN.



Michel Debré

Dès lors, la population française d'Algérie et le nombre de musulmans s'inquiètent. Malgré les coups sévères portés à la rébellion, on se demande si les dirigeants de la 4^{ème} République ne finiront pas par céder à ceux qui réclament la fin des hostilités, au prix même de l'indépendance. L'armée partage ces sentiments. Elle redoute d'être frustrée d'une victoire par la faiblesse du pouvoir. Démocrates, sinon républicains dans leur grande majorité, les officiers souffrent d'un régime qui affiche un tel manque d'autorité et d'efficacité.

Rien d'étonnant alors à ce que les officiers appuient, puis prennent à leur charge le mouvement du 13 Mai. Cependant l'image de SALAN, ce n'est pas sans hésitation qu'il se rallie à la solution DE GAULLE. Gaullistes, beaucoup d'officiers ne le sont pas, qui conservent le souvenir des injustices de 1945. Mais compte tenu des circonstances, du temps et de l'âge, on espère que « l'Homme du 18 Juin » saura faire taire ses rancunes et ne fera plus de distinction entre les Français. Le caractère est sa marque et l'on ne doute pas de sa capacité à régler le problème algérien.

Poussés par les plus jeunes, qui n'ont aucune raison d'être réticents, les officiers font contre mauvaise fortune bon cœur et reconnaissent que DE GAULLE n'a jamais composé avec le régime en cours. Peu nombreux sont ceux qui s'inquiètent des positions qu'il a prises sur le problème colonial dans le fameux discours de Brazzaville. Il est d'ailleurs entendu, une fois pour toutes, que l'Algérie est un territoire français. Aussi la joie est-elle profonde lorsque DE GAULLE lance, à Alger, avec son style inimitable, le fameux : « JE VOUS AI COMPRIS ! »



ALGER : SALAN



ALGER : DE GAULLE

Cette fois, l'armée n'en doute plus. Elle tient l'homme providentiel, sorti de ses rangs, qui ne peut que la comprendre et l'aider, d'autant que c'est à elle qu'il doit son retour au pouvoir. Elle a même le sentiment de faire preuve de générosité en passant l'éponge sur les désillusions que le gaullisme première manière lui avait apportées...

Elle ne comprendra que trop tard qu'un tel monarque ne peut rien devoir à personne en aucune cas !

3/ Les détracteurs de Nouria Benghabrit-Remaoun lui reprochent maintenant sa "francophonie"

<http://www.algerie-focus.com/blog/2014/05/les-detracteurs-de-nouria-benghabrit-remaoun-lui-reprochent-maintenant-sa-francophonie/>

Nouria Benghabrit Remaoun, la nouvelle ministre de l'Education continue de s'attirer les foudres de ses détracteurs. Et cette fois-ci, ce ne sont pas ses soi-disant "origines juives" qui font parler d'elle, mais sa francophonie assumée qui la place au coeur d'une nouvelle intense polémique.

Depuis sa prise de fonction, la nouvelle ministre ne cesse d'être attaquée par les tenants de l'arabisation du secteur de l'éducation et les défenseurs puristes de la langue arabe. Que reprochent-ils à Nouria Benghabrit Remaoun ? Sa non-maitrise de la langue arabe. Effectivement, aux yeux de plusieurs acteurs du secteur de l'Education, cette nouvelle ministre ne parle pas suffisamment arabe. Lundi, dans les colonnes du quotidien arabophone Echorouk, un ancien inspecteur de l'Education nationale, s'en est violemment pris à Nouria Bengharbrit parce qu'elle est une francophone qui défendrait davantage la langue française que la langue arabe. Abdelkader Fodil, qui est aussi membre de l'Association des oulémas, chargé de la commission des affaires éducatives, a estimé aussi que le secteur de l'éducation nationale relève de la souveraineté nationale.

Dans ce sillage, une ministre qui ne maîtrise pas suffisamment l'arabe est un danger pour ce secteur. "La langue arabe est une constance de la nation algérienne et il du devoir de la ministre de la promouvoir", s'écrie encore ce spécialiste de l'éducation et ce défenseur fanatique de la langue arabe. Mais ces critiques sont-elles réellement fondées ? La nouvelle ministre expose-t-elle la langue arabe au danger avec sa francophonie ? Les syndicats autonomes de l'éducation ne crient nullement scandale et ne partagent guère le diagnostic sinistre d'Abdelkader Fodil. Le secrétaire général de l'Union nationale du personnel de l'Education et de la formation (Unpef), M. Sadek Dziri, a refusé de s'impliquer dans cette polémique qualifiée par ses soins de "stérile".

"Nous avons eu auparavant des ministres qui maîtrisent parfaitement la langue arabe et cela n'a rien changé à la situation de l'école algérienne", a-t-il rétorqué en soulignant que le secteur de l'Education en Algérie ne souffre pas "d'un problème de langue", mais "d'un problème de compétences", conclut-il.

4/ BOUSFER plage....

La culture de l'illicite a-t-elle gagné toutes les franges de la société ? Est-elle en passe de cibler tous les espaces constructibles ? En effet, à voir les atteintes répétées contre le foncier, il est aisé de répondre par l'affirmative, surtout lorsque les auteurs des agressions contre le patrimoine public, ne sont plus des citoyens ordinaires que les aléas de la vie ont contraints à se procurer coûte que coûte un toit pour leur famille, mais bel et bien des citoyens nullement dans le besoin qui se croient tout permis.



Cela est notamment le cas d'un groupe de citoyens se croyant au-dessus de tout soupçon, qui ont jeté leur dévolu sur un site de baignade à Bousfer-plage où ils ont érigé des habitations qui ne serviront sans nul doute que le temps d'une saison estivale.

Ces prédateurs de l'espace public, ont choisi la plage El Mordjane (**ex-Bizet**), pour y construire ce qui va leur servir de garçonnière ou de lieu de luxure, et ce, en dépit de l'opposition des riverains. Ces derniers qui, depuis que leurs voisins encombrants ont commencé à déposer leurs matériaux de construction au pied de la falaise surplombant cette plage, n'ont cessé d'alerter les services concernés sans que leur démarche n'aboutisse sur une décision concrète....

Cliquez SVP sur ce lien pour lire la suite : <http://www.algerie360.com/algerie/bousfer-plage-foulant-aux-pieds-les-lois-de-la-republique-des-individus-agressent-le-littoral-pour-y-eriger-des-villas-les-riverains-crient-au-scandale/>

5/ Pierre LAGAILLARDE

Pierre LAGAILLARDE est né le 15 mai 1931 à Courbevoie (France). Son père, Henry, y est alors chef du contentieux de la compagnie d'assurance « L'ABEILLE ». Ses parents arrivent en Algérie en 1932. Tous deux avocats, ils s'inscrivent au barreau de BLIDA dont ils seront successivement bâtonniers. En 1944 Henry LAGAILLARDE est au cabinet d'Henri QUEUILLE, membre du gouvernement provisoire de la République Française installé à ALGER.

Pierre LAGAILLARDE fait toutes ses études au lycée Duveyrier de BLIDA qu'il quitte en 1948 avec un baccalauréat de philosophie. Il s'inscrit à la faculté de droit d'Alger qu'il quitte en 1950 pour celle de PARIS où il obtient sa licence en 1951. En novembre 1951, Pierre LAGAILLARDE s'inscrit au barreau de BLIDA où il exerce jusqu'en octobre 1955 et y assure la défense d'un terroriste FLN dont il estime que c'est un lampiste et que les vrais responsables, eux, ne sont pas jugés.

Il résilie son sursis et est affecté au 66^{ème} Régiment d'Artillerie à ORAN, au G.A.O.A.n°3 à SETIF, puis à l'Ecole d'Artillerie de Chalons sur Marne en avril 1956 dont il sort 34^e sur 226 ; il effectue un stage à la B.TAP à PAU, y obtient son brevet parachutiste et rejoint le 20^e Groupe d'Artillerie Parachutiste en Algérie. Démobilisé en 1957 avec le grade de sous-lieutenant, deux citations et la Croix de la Valeur militaire ; il devient officier subalterne parachutiste de réserve.

Il rejoint le barreau de BLIDA et, parallèlement, s'inscrit en doctorat à la faculté de droit d'ALGER, ce qui lui permet d'être élu à la présidence de l'Association générale des étudiants d'Algérie le 2 décembre 1957.

Un comité de vigilance est créé à Alger, dont Pierre LAGAILLARDE fait partie en tant que président de l'association des étudiants d'Algérie. Ce même comité organise le 13 mai 1958 une grande manifestation à ALGER pour protester contre l'assassinat en Tunisie de trois militaires français prisonniers du FLN.



Vêtu de sa tenue de parachutiste (de réserve), il défonce la grille interdisant l'accès au bâtiment du Gouvernement Général de l'Algérie au volant d'un camion GMC des parachutistes. Il permet ainsi à l'insurrection populaire de gagner le bâtiment du ministre de l'Algérie résident, Robert LACOSTE alors à Paris, et de le mettre à sac. Suite à la prise temporaire du commandement civil et militaire en Algérie par le général Jacques MASSU, Pierre LAGAILLARDE devient membre du Comité de salut public d'Alger présidé par le général Raoul SALAN.

LAGAILLARDE se présente comme député sans étiquette sur la liste Algérie française et est élu le 30 novembre 1958 pour la 1^{ère} circonscription d'Alger-ville. En janvier 1960, opposé à la proposition d'autodétermination du président de la République Charles de Gaulle, et suite au rappel à Paris du général Massu, Pierre LAGAILLARDE prend la tête, avec Joseph ORTIZ d'un second mouvement insurrectionnel à Alger, connu sous le nom de la Semaine des barricades (24 janvier-1^{er} février 1960). Il en est le principal chef de file de cette insurrection qu'il souhaite être un deuxième « 13 mai ». Il est soutenu dans son combat par les UT du colonel GARDES, chef du 5^{ème} bureau à Alger et les responsables du FNF (Front national français).

Mis aux arrêts le 1er février 1960, il est envoyé en métropole et incarcéré à la prison de la Santé à Paris après que son immunité parlementaire fut levée. Début novembre 1960 débute le « procès des Barricades », Pierre LAGAILLARDE est remis en liberté sur parole, le temps du procès, il en profite pour s'exiler à Madrid où il rejoint le général Raoul SALAN et Jean-Jacques SUSINI. Ensemble ils fondent l'OAS (Organisation Armée Secrète), le 3 décembre 1960.

Pierre LAGAILLARDE est condamné par contumace pour rébellion contre l'État par contumace en mars 1961 à dix ans de réclusion criminelle, et déchu de son mandat de député le 5 mai 1961. Exilé en Espagne, à Alicante sur la côte espagnole, il a été responsable de l'économat à la fin 1966 puis surveillant général du Lycée Français d'Alicante (LFA); son épouse y a été professeur. À l'époque s'y est établie une importante communauté de Pieds-Noirs exilés, par suite aux vagues de rapatriements des Français d'Algérie correspondant aux accords de cessez-le-feu et à l'imminence de l'indépendance algérienne entre mars et juillet 1962.

Amnistié en 1968, Pierre LAGAILLARDE rentre en France, reprend son métier d'avocat et ouvre un cabinet à Auch où son fils lui succède. Depuis, il conserve le silence.

6/ Céline Pigalle (I>Télé) : « Nous perdrons des téléspectateurs si Eric Zemmour n'était pas à l'antenne »

<http://www.ndf.fr/poing-de-vue/19-05-2014/celine-pigalle-itele-nous-perdrions-des-telespectateurs-si-eric-zemmour-netait-pas-a-lantenne#.U3nUqHZRLJ8>

Interrogée dimanche 18 mai 2014 dans *Médias, le magazine* (France 5) sur le pourquoi du maintien d'Eric Zemmour à l'antenne d'I-Télé, Céline Pigalle, la directrice de la rédaction de la chaîne et de l'information au sein du groupe Canal +, doit avouer que, côté audience, « ça marche, nous perdrons sans doute des téléspectateurs s'il n'était pas à l'antenne » mais « ça n'est pas la raison pour laquelle je le garde », affirme-t-elle. On n'en saura pas plus car Louis-Georges Tin, le Président du Conseil représentatif des associations noires, la coupe à ce moment-là.



Domenach briefé par Pigalle contre Zemmour.

Quelques minutes plus tard, Céline Pigalle avoue : « J'engage Nicolas Domenach, chaque semaine, à être de plus en plus sérieux dans la recherche de ses informations pour contrecarrer un certain nombre de propos ». Et continue : « J'engage Éric Zemmour, lui-même, toutes les semaines, à cesser de nous dire que, comme il le faisait la semaine dernière sur le plateau... » Une nouvelle fois, le militant communautariste la coupe. Au cours du débat, Céline Pigalle rappellera que « l'émission est enregistrée » : « ça ne m'est jamais arrivé de ne pas diffuser certains de ses propos, ça m'est arrivée en revanche de me dire que certaines séquences duraient trop longtemps, qu'on entrait dans quelque chose de nauséux et qu'il était utile de passer à d'autres sujets », ce qui « veut presque dire la même chose », commente à la volée, l'animateur Thomas Hugues.

Zemmour sous surveillance.

Et pour que le plateau de censeurs soit rassuré, elle explique : « Nous ne contrôlons pas *a priori* ce qu'il va dire. En revanche, nous travaillons et, à ce stade, chaque semaine, de manière un tout petit peu plus sérieuse, et avec un peu plus d'énergie encore, les thèmes qui vont être abordés. »

7/ Mémoire de 39-45 : la grande confusion

http://www.marianne.net/Memoire-de-39-45-la-grande-confusion_a238800.html

Le 8 mai dernier à Orglandes, une même cérémonie a rendu hommage à plus de 10 000 soldats allemands tombés lors de la bataille de Normandie et à deux aviateurs français que les nazis fusillèrent. Comme s'il n'y avait plus ni héros ni responsables de guerres. Comme s'il ne restait que des victimes...

Il ne semble plus possible de célébrer la mémoire des guerres passées que sous le signe de la victime universelle. Une lecture « droits-de-l'homme » rétrospective, dans laquelle il n'y a plus ni héros ni responsables, mais que des victimes qui méritent toutes la même compassion. C'est fait depuis longtemps pour 14-18, qui n'est plus transmissible que du point de vue du calvaire des « poilus » de tous bords, mais cet arasement du récit historique au profit de l'émotion emphatique tend à imprégner la Seconde guerre mondiale, de plus en plus désidéologisée.

Quest France nous relate ainsi de manière confondante un exemple récent, lors de la commémoration du 8 mai dans le cimetière d'Orglandes, en Normandie, où sont enterrés plus de 10 000 officiers et soldats allemands tombés lors de la longue et terrible bataille de Normandie, quand le Reich mobilisait ses dernières forces pour repousser les Alliés débarqués le 6 juin 1944. Le quotidien normand nous raconte en effet que les autorités françaises et allemandes se sont regroupées pour une double cérémonie de paix et de réconciliation, à la fois à la mémoire de Pierre Devouassoud et Magloire Dorang, deux aviateurs fusillés par les Allemands à Montebourg le 12 avril 1941 et inhumés dans le cimetière d'Orglandes, et à la mémoire des « 10 132 soldats allemands tombés au service de leur patrie ». En l'occurrence, la « patrie » que la Wehrmacht défendait alors sur le sol normand, c'était la nouvelle Europe allemande qui avait pris physiquement la place de la patrie française pour laquelle les deux pilotes avaient donné leur vie.

Tout cela semble aujourd'hui trop compliqué à expliquer et devant les autorités françaises et allemandes réunies, le Colonel Frank Fisher, représentant l'ambassade d'Allemagne, a préféré la bouillie confusionniste qui se répand de plus en plus : « Les cimetières de guerre sont un témoignage de cet affreux gâchis de jeunes vies fauchées par la folie meurtrière des hommes ». Gross Malheur la guerre ! Quelle guerre ? En la réduisant à la souffrance éprouvée dans les deux camps, on occulte le caractère même de la Seconde guerre mondiale, déclenchée par l'Allemagne nazie, dans le but, clairement énoncé d'établir la domination de la « race des seigneurs » sur l'Europe. On occulte, aussi, le droit international, fondé, depuis le procès de Nuremberg sur la condamnation des chefs nazis pour crime contre l'humanité.

Les soldats allemands tombés au cours de la bataille de Normandie pouvaient paraître pitoyables (au sens propre dignes de pitié) à l'heure de la défaite. Ils n'en appartenaient pas moins à une armée qui, pendant quatre années, a multiplié les crimes et les exactions en France et dans toute l'Europe occupée. Imagine-t-on une cérémonie de réconciliation, reproduisant celle d'Orglandes à Tulle, où l'on pleurerait ensemble les civils français pendus aux réverbères et les soldats de la division Das Reich ? Et pourquoi ne pleurerait-on pas, ensemble, les combattants juifs tombés pendant l'insurrection du Ghetto de

Varsovie et les soldats allemands victimes de cette même bataille ?



[David Vincent/AP/SIPA]

La prétendue égalité des souffrances générées par les « vies fauchées » renvoie dos à dos ces soldats, en partie gorgés d'idéologie, obéissant en tout cas aux ordres criminels de Hitler, et ceux qui, comme les deux aviateurs français « célèbres » à Orglandes, osèrent affronter l'ennemi et reprendre le combat, en dépit de la trahison. Car la cérémonie associe deux aviateurs français, que les nazis refusèrent de traiter en prisonniers de guerre et qui furent donc fusillés. On ne saurait mieux piétiner la mémoire de ces hommes, qui avaient le courage de combattre en 1941, quand la Wehrmacht était victorieuse sur tous les fronts, qu'en les célébrant au même titre que les derniers aveugles de l'Allemagne nazie, obéissant encore et toujours, quand le débarquement allié scellait la défaite du Reich.

Les larmes faciles inspirées par les horreurs de la guerre ne sauraient se substituer à l'Histoire. La réconciliation des peuples d'Europe - à laquelle il ne faut cesser d'œuvrer - n'aurait aucun sens s'il fallait lui sacrifier la conscience de ce que fut le régime nazi, qui, pour avoir bénéficié de complicités et de lâchetés, n'en demeure pas moins le seul responsable de la guerre de 1939-1945 et de son cortège d'atrocités.

NDLR : Cet article me fait penser à un autre conflit qui nous a concernés....

8/ Le directeur de l'IUT de Saint-Denis visé par des menaces de mort à caractère islamiste

Ces menaces interviennent alors que l'établissement vit une crise interne sans précédent. Le directeur vient de mettre fin à un système d'escroquerie où des vacataires étaient payés alors qu'ils n'assuraient aucun enseignement.

«Tu vas mourir, toi et tes enfants. (...) J'appelle tous les musulmans à te punir. Tu dois payer.» Le directeur de l'IUT de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) a reçu quinze lettres de menace de mort depuis le 4 février, indique ce lundi soir RTL. D'abord adressée à son bureau, cette prose terrifiante arrive maintenant directement à son domicile. Une lettre contenait même une photo de lui, le visage barré d'une croix, avec inscrit «mort.»

Qui pourrait en vouloir à ce point à cet homme? Si aucun lien n'est encore établi par les forces de l'ordre, reste que ces menaces s'inscrivent dans un contexte de tension extrême au sein de l'IUT de Saint-Denis. La direction affirme avoir levé le voile sur un système de magouille extrêmement bien ficelée, qui reposerait sur des contrats avec des vacataires n'ayant simplement jamais enseigné.

Très inquiet, le directeur s'est rendu 15 fois au commissariat...

Cliquez SVP sur ce lien pour lire la suite : <http://www.lefigaro.fr/actualite-france/2014/05/19/01016-20140519ARTFIG00364-le-directeur-de-l-iut-de-saint-denis-vise-par-des-menaces-de-mort-a-caractere-islamiste.php>

EPILOGUE STAOUÉLI

Année 2008 = 47 664 habitants

Commune de Staouéli : Une localité aux multiples atouts

http://www.elwatan.com/regions/centre/alger/commune-de-staoueli-une-localite-aux-multiples-atouts-08-02-2014-244991_148.php

De petite localité d'à peine quelques milliers d'âmes, la commune de Staouéli est appelée à devenir un important pôle immobilier.

Des investisseurs libanais, saoudiens et des émiratis s'intéressent de plus en plus à l'investissement dans le domaine de l'immobilier à Staouéli. «Notre commune attire des investisseurs dans le domaine de l'immobilier, notamment d'Arabie saoudite et des Emirats arabes unis. L'intérêt qu'ils portent à notre commune devra métamorphoser l'image urbaine de l'agglomération. Pour cela, nous sommes en train de travailler dans le sens de la concrétisation de ces projets», dira M. Belkaïd, président de l'APC. «Aussi, l'intérêt des investisseurs, qu'ils soient nationaux ou étrangers, est porté sur l'hôtellerie.



Staouéli est une localité balnéaire. Elle possède un potentiel touristique qui est loin d'être négligeable. Nous pouvons, grâce à ces investissements, promouvoir la destination Staouéli. Ces ambitions ne sont guère chimériques, il suffit d'avoir la volonté politique et les moyens financiers pour les concrétiser», ajoute-t-il. La commune de Staouéli possède d'énormes atouts dans le domaine du tourisme. En plus d'un important linéaire de plages, la commune est ouverte par le sud sur un important réseau routier, en l'occurrence l'autoroute Est-Ouest. La ville se trouve dans une partie de l'Algérois et est considérée comme semi-rurale.

En dépit de cette configuration, la commune a connu dans un passé récent et connaît toujours une altération de sa structure urbaine. Au fil des années, la frénésie du béton a eu raison de Staouéli. Le petit village de naguère s'est mué en une agglomération sans âme. Des lotissements et des cités aux allures tentaculaires se sont greffés au noyau du village, lui conférant un aspect peu attrayant. Dans cet amalgame de constructions, Staouéli, comme partout ailleurs en Algérie, a perdu sa vocation première, qui est celle de la plaisance sur les rives de la mer.

«Le progrès est-il une arme à double tranchant ? Il faudra choisir entre garder le style du passé ou entrer dans une espèce de développement moderne qui ne reconnaîtra plus les aspects de l'architecture et du mode de vie d'hier», affirmera un architecte natif de Staouéli. Cependant, la ville de Staouéli n'a pas gardé le cachet qui lui est propre et elle s'est égarée dans les méandres d'un progrès qu'elle n'a pas su adopter. Le béton a désormais envahi les moindres jardins et potagers de Staouéli. «Les constructions sont difformes. Il n'existe aucune logique urbaine dans cette forêt de bâtisses», ajoute-t-il.

Les bidonvilles sont un grand problème. Même les haouchs et les espaces agricoles n'ont pas échappé à ce constat. Pis encore, des bidonvilles ont vu le jour en l'espace de quelques années seulement. Sidi Amar, la cité Kaïti, Ben Dadda, ou encore la cité Gomez sont des bidonvilles où les conditions de vie sont lamentables. «Nos enfants ont grandi dans ces taudis, certains d'entre eux se sont mariés ici. Nous attendons depuis des années notre relogement. Nous sommes des Algériens à part entière», déplore un habitant du bidonville Ben Dadda.

Aussi paradoxal que cela puisse paraître, la région est connue pour être le point de chute des hommes politiques et des hauts fonctionnaires. Dans cette localité, le faste côtoie la misère. «Nous ne sommes pas loin de la résidence d'Etat. Les haut placés, les ministres et les cadres de l'Etat passent par là. Notre présence sur leur itinéraire les gêne certainement. Mais nous

sommes là et nous y resterons jusqu'à ce que l'Etat nous trouve une solution. Nous sommes aussi des Algériens», ajoutera notre interlocuteur.

Les équipements publics

A Staouéli, si le centre-ville est pourvu de toutes les commodités répondant aux besoins des habitants, il n'en est pas de même des haouchs et des localités limitrophes. Les habitants de ces quartiers et lotissements déplorent l'absence d'équipements publics tels que les bureaux de poste, les centres culturels, les salles de soins et les infrastructures sportives. «Les quartiers manquent tous de commodités. Vous allez trouver de l'électricité chez la plupart des habitants, mais le gaz de ville, l'éclairage public et l'assainissement n'existent pas dans certains lotissements. Il y a toujours un manque», dira un habitant du domaine Gasmî.

Et d'ajouter : «Nous avons l'eau courante, l'électricité et le gaz, mais nous n'avons pas d'assainissement. Nous avons des fosses septiques que nous vidangeons périodiquement». S'agissant du transport, les habitants du centre-ville déplorent le manque de transport vers Moretti ou le Sheraton. «Il n'y a pas de manque pour les navettes qui vont sur Alger, mais les bus qui desservent les localités proches telles que Moretti font défaut», affirmera une étudiante. «En plus, les bus sont vétustes et ne répondent pas aux normes d'usage», poursuit-elle.

S'agissant des structures dédiées aux loisirs éducatifs et aux sports, la commune de Staouéli en manque cruellement. «Nous avons des maisons de jeunes, mais elles ne peuvent pas à elles seules répondre aux besoins grandissant des jeunes. Par ailleurs, les activités dans ces structures sont payantes et de moindre qualité», dénoncent des jeunes de la commune. «Ces structures sont pourtant gérées par la direction de la jeunesse et des sports, c'est-à-dire par une institution étatique. Par souci de rentabilité, toutes les activités sont devenues payantes, y compris les activités sportives», poursuivent-ils.

Les jeunes de Staouéli préfèrent se rabattre sur les cafés et les cybercafés du centre-ville. Idem pour les salles de sport qui sont fréquentées par une certaine catégorie de citoyens, ceux qui ont les moyens. «Il ne nous reste que les jardins publics et les cafés», regrettent des jeunes qui habitent le bidonville Kaïti.

BONNE JOURNEE A TOUS

Jean-Claude Rosso